

ROYAUME DU MAROC
UNIVERSITE SIDI MOHAMED BEN ABDELLAH
ECOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE DE FES

المدرسة العليا للتكنولوجيا

ⵜⴰⵎⴰⵔⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴰⵏⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⵔⴰⵏⵜ
ECOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE



جامعة سيدي محمد بن عبد الله بفاس

ⵜⴰⵎⴰⵔⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴰⵏⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⵏⴰⵢⵜ
UNIVERSITE SIDI MOHAMED BEN ABDELLAH DE FES

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX POUR LA
CONCESSION DE L'EXPLOITATION DE DEUX (02)
BUVETTES DE L'ÉCOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE
DE FES**

N° 01/2026ESTF DU 20/05/2026
SEANCE PUBLIQUE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**OBJET : LA CONCESSION DE L'EXPLOITATION DE DEUX (02)
BUVETTES DE L'ECOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE DE FES,
LA BUVETTE POUR ETUDIANTS & LA BUVETTE POUR
ENSEIGNANTS ET ADMINISTRATIFS.
-EN LOT UNIQUE-**

**ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE :
ECOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE DE FES**

.....
En application des dispositions de la loi n° 54-05 relative à la gestion déléguée des services public.

En application de l'article 19 alinéa 1 et de l'article 20 alinéa 1&3 Décret 2-22- 431 relatif aux marchés publics du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023)



.....
Ecole Supérieure de Technologie de Fès
B.P : 2427 –Route d'Immouzer 30000 Fès
www.est-usmba.ac.ma

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 3 : MODE DE JUGEMENT

ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 5 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 6 : VISITE DES LIEUX

ARTICLE 7 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE 9 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS ET PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR

ARTICLE 10 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE 12: RETRAIT DES PLIS

ARTICLE 13 : EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

ARTICLE 14 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 16: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

ARTICLE 17 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES



ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres pour la **concession de l'exploitation de deux (02) buvettes de l'Ecole Supérieure de Technologie de Fès, la buvette pour étudiants & la buvette pour enseignants et administratifs, en lot unique.**

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du contrat qui sera conclu suite au présent appel d'offres ouvert est **l'Ecole Supérieure de Technologie de Fès** représentée par son **Directeur** en sa qualité de **Sous-Ordonnateur**.

ARTICLE 3 : MODE DE JUGEMENT

Les prestations objet du présent appel d'offres seront examinées et jugées **en lot unique.**

ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du Décret 2-22-431, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Copie de l'avis d'appel d'offres;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d) Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- e) Les modèles du bordereau des prix-du détail estimatif;
- f) Le présent règlement de la consultation.
- g) L'attestation de visite des lieux délivrée par l'Ecole Supérieure de Technologie de Fès.

ARTICLE 5: MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Les modifications portées au dossier d'appel d'offres sont introduites conformément au paragraphe 7 de l'article 22 du Décret n° 2.22.431 précité.

ARTICLE 6: VISITE DES LIEUX

La visite des lieux se déroulera à l'École Supérieure de Technologie de Fès du :

12 au 14 mai 2026 à 10h30.

- Les concurrents s'adressent pour cela au service Financier de l'EST de Fès.
- Une attestation de visite des lieux leur sera délivrée une fois la visite effectuée.
- Les dépenses résultant de cette visite sont à la charge des concurrents.

Il est à noter qu'aucune autre possibilité de visite ne pourra être proposée en dehors de ces dates.

ARTICLE 7 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du Décret n° 2-22-431 précité, tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, Il est également mis à la



disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les demandes d'informations ou renseignements par les concurrents doivent être adressées au Bureau du Maître d'Ouvrage, au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, dont l'adresse est la suivante : **(l'Ecole Supérieure de Technologie de Fès)**, situé à **Route d'Immouzer, B.P : 2427 – Fès 30000**

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret 2-22-431 précité :

1. Peuvent, valablement, participer et être attributaire des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le Décret précité, les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du contrat.

2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du Décret précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;

ARTICLE 9 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS ET PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR

Contenu des dossiers :

I. La première enveloppe :

La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique, le Cahier des Prescriptions Spéciales et le Règlement de Consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.



A. Le dossier administratif comprend Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

1. la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.

Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - * une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - * un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - * l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

2. la déclaration sur l'honneur dont le modèle est disponible en annexe ;

3. L'original du récépissé du cautionnement provisoire, ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ;

4. L'attestation de visite des lieux délivrée par l'Ecole Supérieure de Technologie de Fès.

5. la convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n° 2-22-431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

6. une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du Décret n° 2-22-431 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

7. une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

8. une copie du certificat d'immatriculation au **registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;**

N.B: La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux 6) et 7) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B. Le dossier technique comprend :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation;

N.B :

- Lorsque le concurrent est un établissement public, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 28 (II) du Décret n° 2-22-431 précité.
- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 28 (III) du Décret n° 2-22-431 précité.
- Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 28 (IV) du Décret n° 2-22-431 précité.

II. La deuxième enveloppe (offre financière) :

La deuxième enveloppe contient l'offre financière du concurrent qui comprend :

- a. L'acte d'engagement dont le modèle est disponible en annexe, rempli, signé et cacheté ;
- b. Le bordereau des prix-détail estimatif, rempli, signé et cacheté.

Présentation du dossier des concurrents :

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet de l'appel d'offres ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».

Ce pli contient deux enveloppes comprenant pour chacune autre que le CPS et RC:

- a- **La première enveloppe** comprend : le dossier administratif, le dossier technique. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Dossier administratif et technique ».
- b- **La deuxième enveloppe** comprend : l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Offre Financière ».

ARTICLE 10 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau du service Financier de l'ESTF, indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès l'apparition de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de la remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres peut être également téléchargé à partir de l'adresse électronique suivante : www.est-usmba.ac.ma ou à partir du portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.



ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé dans le bureau du service Financier à l'Ecole Supérieure de Technologie de Fès.**
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.**
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.**

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis de l'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixée ne sont pas admis.

ARTICLE 12: RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage délégué dans le registre spécial.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 13 : EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

La séance d'ouverture des plis se tient au siège de l'Ecole Supérieure de Technologie de Fès situé à Route d'Imouzzar à Fès, selon le jour et l'heure indiqués dans l'avis de présent dossier d'appel d'offres.

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet.

Cette commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet du présent appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif, technique de chaque concurrent conformément aux dispositions de l'article 39 du Décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 14 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Ne seront prises en compte dans cette étape que les offres des concurrents admissibles après l'examen du dossier administratif, technique.

L'examen des offres se fera conformément aux dispositions des articles 42 et 43 du Décret n° 2-22-431 précité.

N.B : Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière.

l'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre financière la Plus-disante.

ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 36 du Décret n° 2-22-431 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.



ARTICLE 16: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

La monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé est exprimée en dirham marocain.

ARTICLE 17 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en langue française et/ ou langue arabe.

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT « LU ET ACCEPTE » Mention manuscrite
	